

La démocratie à l'épreuve de l'autoritarisme

Democracy and Authoritarianism: Rethinking the Boundary

(English version below)

Appel à communications

Colloque international, ENS – Triangle, Lyon, 16-17 novembre 2017

Comité d'organisation : Pascal Bonnard, Dorota Dakowska, Boris Gobille

Comité Scientifique : Ulas Bayraktar (Université de Mersin), Timm Beichelt (Europa-Universität Viadrina), Mounia Bennani-Chraïbi (Université de Lausanne), Emmanuelle Boulineau (ENS de Lyon), Assia Boutaleb (Université de Tours), Dorota Dakowska (Université Lyon II), David Garibay (Université Lyon II), Marie Laure Geoffray (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3), Boris Gobille (ENS de Lyon), Camille Goirand (Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3), Gilles Massardier (CIRAD), Georges Mink (CNRS), Cécile Robert (IEP de Lyon), Antoine Roger (IEP de Bordeaux), Frédéric Vairel (Université d'Ottawa), Marie Vogel (ENS de Lyon), Claire Visier (Université Rennes 1)

Institutions partenaires : Triangle (UMR 5206), Université de Lyon II, Institut Universitaire de France, Université Jean Monnet, IHEAL-Sorbonne Nouvelle Paris 3

Depuis les années 1960, les catégories de démocratie et autoritarisme n'ont cessé d'être interrogées. Les travaux de Juan J. Linz ont insisté sur la multiplicité des formes de régimes autoritaires, prenant en compte des variables telles qu'un pluralisme limité et l'absence de mobilisations collectives (Linz, 2000). La fin de la guerre froide, la « troisième vague de démocratisation » et ses désenchantements successifs ont remis en question l'utilité des typologies qui avaient prévalu jusqu'alors, avec de nouveaux travaux sur le phénomène de « l'autoritarisme électoral » (Schedler 2006 ; 2013). Occupant une zone grise entre régimes autoritaire et démocratique, s'appuyant sur des éléments de légitimation électorale, ces régimes « hybrides » seraient en voie d'expansion (Diamond, 2002 ; Schedler, 2002). Ces constats ont produit de nouvelles typologies, avec la profusion de termes comme « démocratie électorale », « semi-démocratie », « autoritarisme compétitif », etc. (Özbudun, 2011 ; 2015).

Nonobstant la contribution de ces travaux à remettre en question les cadres classiques de l'analyse politique comparée, leur approche taxinomique se heurte à des limites. Ces typologies peinent à saisir des régimes dont la stabilisation tient à l'habileté de leurs dirigeants à jouer sur différents registres de légitimation, voire à mettre en avant certains dispositifs de représentation et de participation pour mieux justifier leurs pratiques autoritaires. Prenant acte des rapprochements graduels – tout comme des distinctions persistantes – entre les situations et « régimes partiels » autoritaires et démocratiques, des chercheurs les ont approchés à travers la recomposition des rapports *politics/policies* (Camau, Massardier, 2009).

Ce colloque vise à réinterroger la frontière démocratie/ autoritarisme à travers leurs rapprochements et emprunts mutuels. Sans chercher à classifier un type de régime de manière définitive, nous nous intéresserons aux usages politiques des éléments associés à un régime démocratique ou autoritaire mais aussi à la circulation transnationale de ces dispositifs, de manière attentive au contexte.

En matière de circulation de modèles, l'approche transitologique a produit de nombreux ouvrages consacrés aux stratégies internationales de soutien aux réformes et à la « dimension extérieure de la démocratisation » (Whitehead, 1996). Privilégiant une approche évaluative, voire téléologique, cette vaste littérature sur la « transition » voire la « consolidation démocratique » comporte un certain nombre de points aveugles et a fait l'objet de sévères critiques (Guilhot, Schmitter, 2000 ; Dobry, 2000 ; Wedel, 2001).

La redécouverte du phénomène de « promotion de l'autoritarisme » n'a pas forcément signifié de changement de paradigme pour autant. Les stratégies pro-démocratiques et pro-autoritaires ont été étudiées de manière parallèle, en étant considérées comme antinomiques et distinctes (Vanderhill, 2014 ; Obydenkova, Libman, 2015). Peu interrogé, le lien entre les deux n'a pour l'essentiel été saisi qu'à travers la circulation de savoirs de gouvernement autoritaire (Heydemann, Leenders, 2011) ou à travers les « effets inattendus » de ces stratégies (Börzel, 2015). Proposant de dépasser l'idée selon laquelle les régimes démocratiques contribuent forcément au renforcement de la démocratie à l'étranger, alors que des régimes autoritaires ne s'inspirent que de leurs semblables, nous proposons d'affiner ici leur relation. Cela suppose de se pencher d'une part sur les dynamiques de circulation transnationale de savoirs de gouvernement entre différents types de régime et, d'autre part, sur les professionnels qui qualifient et nomment les régimes, les défendent ou les pourfendent, notamment à l'international. Il s'agit, dès lors, d'analyser les acteurs, les modalités et les contenus de la promotion de pratiques démocratiques ou autoritaires ainsi que les effets et les impensés de ces entreprises. Plusieurs axes de réflexion sont ainsi proposés.

1. Identifier et qualifier les régimes démocratiques et autoritaires : luttes de classement

Si la promotion de la démocratie est devenue un marché professionnel majeur depuis la guerre froide (Guilhot, 2005), elle a connu son apogée dans les années 1990. Cette entreprise s'inscrit dans des dynamiques plus larges d'ingénierie politique et sociale à l'échelle internationale (en matière de gestion et résolution des conflits, de réforme de l'État et de défense des droits humains). Elle s'accompagne d'évaluations et de classements des régimes et des pratiques par des « agences de notation » politique (ONG spécialisées, organismes parapublics, think tanks). Les évaluateurs de la démocratie, qui en sont en même temps des promoteurs, seront étudiés dans cet axe. L'expansion et la professionnalisation du marché d'indicateurs et de classements du degré de démocratie tout comme l'émergence d'une expertise spécialisée dans l'observation des élections méritent d'être analysées dans ce contexte. Il s'agit ainsi d'étudier les différents professionnels de ces opérations de qualification, avec une attention particulière portée aux luttes symboliques et politiques ainsi qu'aux enjeux de ces classements.

2. Circulations transnationales des dispositifs « démocratiques » et « autoritaires »

Une manière d'interroger à nouveaux frais l'opposition entre démocratie et autoritarisme consiste à se pencher de plus près sur la circulation transnationale de dispositifs et pratiques de régulation politique. Plusieurs études ont éclairé les ressorts de propagation de recettes de mobilisation pacifique et antiautoritaire via, par exemple, la vague des « révolutions de couleur » (O'Beachain & Polese ; 2010 ; Petric, 2012). Les fondations issues des pays occidentaux ont contribué à la légitimation des élites réformatrices (Dakowska, 2014 ; Guilhot, 2005), relayées par des ONG et think tanks locaux (Anguelova-Lavergne, 2012, Bigday, 2017). La question se pose de la manière dont cette assistance et ses modalités techniques sont susceptibles d'être reproduites ou subverties. Des démocraties récentes peuvent ainsi, à leur tour, se lancer dans des activités internationales de conseil en mettant en

avant leur expérience du « totalitarisme » ou leur caractère post-autoritaire comme autant de gages de leur savoir-faire spécifique (Pospieszna, 2014). De même, des « démocraties électorales » ou des régimes autoritaires peuvent développer des stratégies d'autopromotion en empruntant aux logiques de mobilisation, à des formes organisationnelles ou à des stratégies de communication pratiquées dans des démocraties établies (en établissant des ONG, des think tanks, en s'appuyant sur des mouvements « civiques », etc.) (Bank & Edel, 2015), en puisant dans ce que certains experts ont qualifié de « boîte à outils antidémocratique » (Walker, 2016, p. 51). Si la dimension extérieure y tient une place particulière, la circulation transnationale des professionnels et des dispositifs ainsi que le contenu des pratiques promues pourraient être creusés.

3. Les registres de légitimation du pouvoir

Cet axe souhaite se pencher sur les registres de légitimation mobilisés par les détenteurs du pouvoir (autour, par exemple, de la lutte contre des ennemis extérieurs ou intérieurs, de la défense de l'intégrité territoriale ou encore, du principe d'autodétermination des peuples) (Schatz, 2009). Une attention particulière sera portée à la production discursive et idéologique ainsi qu'à la mobilisation de symboles et passés (autoritaires). Ces usages peuvent être auto-légitimants (revaloriser la figure d'un « père de la nation ») mais aussi délégitimants (fustiger l'opposition politique dans son ensemble comme des héritiers de l'ancien régime par exemple). L'analyse vise à saisir, de manière comparée, la façon dont des gouvernants (ou des prétendants au pouvoir) font appel aux notions de nation, patrie, valeurs traditionnelles, dont ils fustigent les prétendues « dérives » de la démocratie libérale voire appellent à des formes « non libérales » de la démocratie. Il conviendrait aussi de confronter ces discours et dispositifs de légitimation aux usages qui en sont faits. Ces tentatives hybrides de légitimer le pouvoir en place par le recours parallèle à des pratiques démocratiques (élections ; mécanismes de participation, même encadrée, cf. Allal, 2016) et à des constructions idéologiques autoritaires se retrouvent dans différents contextes, qu'il s'agisse des pays du Maghreb, de la Turquie, des pays d'Amérique latine ou d'Europe centrale.

Ces trois axes constituent des orientations de réflexion et ne sont nullement exclusifs. Nous attendons des propositions basées sur des recherches empiriques originales et théoriquement fondées, dont l'inscription dans les sciences sociales sera expliquée (science politique, sociologie, anthropologie...). Les propositions de communication, en français ou en anglais (800 mots maximum), indiqueront le matériel empirique mobilisé, le cadre temporel et spatial privilégié, l'axe dans lequel pourrait s'inscrire la communication.

Calendrier prévisionnel :

- Date limite de réponse à l'appel : 31 mars 2017
- Sélection des contributions : 15 mai 2017
- Envoi des papiers finalisés : 15 octobre 2017

Les propositions de contribution doivent être envoyées aux organisateurs du colloque aux adresses suivantes : pascal.bonnard@univ-st-etienne.fr, dorota.dakowska@univ-lyon2.fr, boris.gobille@ens-lyon.fr

Références

- Allal A. (2016), « “Penser global, agir dans un bocal : Participation locale, régulation néo-libérale et situation autoritaire en Tunisie (2006-2010)” », *Gouvernement et action publique*, n°2, p. 153-181.
- Anguelova-Lavergne D. (2012), « Think Tanks: Actors in the Transition to Global Politics. A Bulgarian Case Study », in : B. Petric (dir.), *Democracy at Large : NGOs, Political Foundations,*

- Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, p. 73-96.
- Bank A. & Edel M. (2015), « Authoritarian Regime Learning : Comparative Insights from the Arab Uprisings », *GIGA Working Papers*, 274.
- Bigday M. (2017), *Engagement intellectuel sous régime autoritaire. Les think-tankers biélorusses entre expertise et dissidence*, Paris, Dalloz (à paraître).
- Börzel Tanja A. (2015), « The noble west and the dirty rest? Western democracy promoters and illiberal regional powers », *Democratization*, vol. 22, n°3, p. 519-535.
- Camau M., Massardier G. (2009), « Introduction. Revisiter les régimes politiques », in : M. Camau, G., Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris : Karthala, p. 7-39.
- Dakowska D. (2014), *Le pouvoir des fondations : des acteurs de la politique étrangère allemande*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Diamond L. (2002), « Elections without democracy : Thinking about hybrid regimes », *Journal of Democracy*, 13(2), p. 21–35.
- Dobry M. (2000), « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50(4), p. 585-614.
- Guilhot N., Schmitter Ph. C. « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°4-5, 2000, p. 615-632.
- Guilhot N. (2005), *The democracy makers*, New York : Columbia University Press.
- Heydeman S. et Leenders R. (2011), « Authoritarian Learning and Authoritarian Resilience : Regime Responses to the ‘Arab Awakening’ », *Globalizations*, 8 (5), p. 647-653.
- Linz J. J. (2000), *Totalitarian and authoritarian regimes* (with a major new introduction). Boulder, CO : Lynne Rienner.
- O’Beachàin D. et A. Polese (dir.) (2010), *The Colour Revolutions in the Former Soviet Republics : Success and Failures*, Abingdon & New York : Routledge.
- Obydenkova A. et Libman A. (2015) (dir.), *Autocratic and Democratic External Influences in Post-Soviet Eurasia*, Farnham : Ashgate.
- Özbudun E. (2011), « Authoritarian Regimes », in : B. Badie, D. Berg-Schlosser et L. Morlino, *International Encyclopedia of Political Science*, Los Angeles : SAGE.
- Özbudun E. (2015), « Turkey’s Judiciary and the Drift Toward Competitive Authoritarianism », *The International Spectator*, 50(2), p. 42-55.
- Petric B. (dir.) (2012), *Democracy at Large : NGOs, Political Foundations, Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan.
- Pospieszna P., *Democracy Assistance from the Third Wave: Polish Engagement in Belarus and Ukraine*, University of Pittsburgh Press, 30 avril 2014.
- Schatz E. (2009), « The Soft Authoritarian Tool Kit: Agenda-Setting Power in Kazakhstan and Kyrgyzstan », *Comparative Politics*, 41(2), p. 203-222.
- Schedler A. (2002), « Elections without democracy: The manu of manipulation », *Journal of Democracy*, 13(2), p. 36-50.
- Schedler A. (2006), *Electoral authoritarianism: The dynamics of unfree competition*, Boulder, CO : Lynne Rienner.
- Schedler A. (2013), *The politics of uncertainty : sustaining and subverting electoral authoritarianism*, Oxford : Oxford University Press.
- Vanderhill R. (2014), « Promoting Democracy and Promoting Authoritarianism : Comparing the Cases of Belarus and Slovakia », *Europe-Asia Studies*, 66(2), p. 255-283.
- Vanderhill R. (2013), *Promoting authoritarianism abroad*, Boulder, CO : Lynne Rienner.
- Walker C. (2016), « The Hijacking of “Soft Power” », *Journal of Democracy*, vol. 27, n°1, p. 49-63.
- Wedel J. (2001), *Collision and Collusion : The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe*, 2^e édition, New York, N.Y. : Palgrave.
- Whitehead L. (dir.) (1996), *The International Dimension of Democratization. Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press.

Democracy and Authoritarianism: Rethinking the Boundary

Call for Papers

International conference, ENS – Triangle, Lyon

16-17 November 2017

Organised by Pascal Bonnard, Dorota Dakowska and Boris Gobille

The categories of democracy and authoritarianism have been constantly reassessed since the 1960s. Research by Juan J. Linz emphasised the multiplicity of forms of authoritarian regimes, considering variables such as limited pluralism and the lack of collective mobilisations (Linz, 2000). The end of the Cold War, the ‘Third Wave’ of democratisation and its successive disappointments have called into question the usefulness of prevailing typologies, as new studies examined the phenomenon of ‘electoral authoritarianism’ (Schedler 2006; 2013). Occupying a grey area between authoritarian and democratic regimes, drawing on forms of electoral legitimation, these ‘hybrid’ regimes are believed to be expanding (Diamond, 2002; Schedler, 2002). These observations have inspired new typologies and a wealth of terms such as ‘electoral democracy’, ‘semi-democracy’ or ‘competitive authoritarianism’ (Özbudun, 2011; 2015).

Although these studies have helpfully challenged the classical frameworks of comparative political analysis, their taxonomic approach suffers from limitations. Their typologies fail to explain regimes whose stabilisation is owed to their leaders’ skilfulness in navigating different registers of legitimation, or in highlighting select representative and participatory schemes to justify their authoritarian practices. Some researchers have therefore approached the incremental rapprochements – and the lingering distinctions – between authoritarian and democratic situations and ‘partial regimes’ through the lens of the changing relationships between politics and policies (Camau, Massardier, 2009).

This conference aims at rethinking the boundary between democracy and authoritarianism in light of their affinities and borrowings. We will not seek to classify regimes definitively, but explore the political uses of elements usually associated with democratic or authoritarian regimes as well as the transnational circulation of these apparatuses, with a particular attention to context.

Regarding the circulation of models, the transitology approach has yielded many books on international strategies of support to reforms and the ‘international dimension of democratisation’ (Whitehead, 1996). This considerable body of literature on ‘transition’ or ‘democratic consolidation’, which favours an evaluative, if not teleological approach, is marred by a number of blind spots and has been the target of severe criticism (Guilhot, Schmitter, 2000; Dobry, 2000; Wedel, 2001).

The rediscovery of the ‘promotion of authoritarianism’ has not necessarily resulted in a paradigm shift. Pro-democratic and pro-authoritarian strategies have been studied in parallel and thus considered as distinct and opposed (Vanderhill, 2014; Obydenkova, Libman, 2015). The relation between the two has been subject to little scrutiny, and so far essentially addressed in terms of circulation of knowledge between authoritarian governments (Heydemann, Leenders, 2011) or of the ‘unexpected effects’ of such policies (Börzel, 2015).

Here we wish to move beyond the ideas that democratic regimes necessarily contribute to strengthening democracy abroad and that authoritarian regimes only draw inspiration from their peers, and adopt a more fine-grained view of the relation between the two strategies. This requires attention first to the dynamics of transnational circulation of government knowledge between different types of regimes, and second to the professionals that label regimes, defend or fight them, particularly on the international level. We will therefore analyse the actors, forms and contents of the promotion of democratic and authoritarian practices as well as the effects and blind spots of these efforts along several lines.

1. Identifying and labelling democratic and authoritarian regimes: competing classifications

While democracy promotion has become a major professional market since the Cold War (Guilhot, 2005), it peaked in the 1990s. This undertaking is embedded within broader, international-level dynamics of political and social engineering (regarding conflict management and resolution, State reform and human rights advocacy). It involves evaluations and rankings of regimes and practices by political ‘rating agencies’ (specialised NGOs, para-public organisations, think tanks). In this research area, we propose to study those who evaluate and promote democracy. This will require analysing the expansion and professionalisation of the market of indicators and rankings of degrees of democracy and the emergence of specialised expertise in election observation. Emphasis will be laid on the various professionals active in this labelling. Special attention will be devoted to symbolic and political struggles and to the fallout from these rankings.

2. Transnational circulations of ‘democratic’ and ‘authoritarian’ apparatuses

Another way to rethink the opposition between democracy and authoritarianism consists in investigating the transnational circulation of political regulation schemes and practices. Several scholars have shed light on the mechanisms underlying the propagation of peaceful and anti-authoritarian mobilisations, for instance during the wave of ‘colour revolutions’ (O’Beachàin & Polese, 2010; Petric, 2012). Western foundations have contributed to legitimating reformist elites (Dakowska, 2014; Guilhot, 2005), with the help of local NGOs and think tanks (Anguelova-Lavergne, 2012, Bigday, 2017). It is worth considering the ways in which this aid and its technical forms may be reproduced or subverted. Recent democracies can turn to international consulting, banking on their experience of ‘totalitarianism’ or their ‘post-authoritarian’ character to assert their competence (Pospieszna, 2014). Similarly, ‘electoral democracies’ and authoritarian regimes can develop self-promotion strategies by borrowing means of mobilisation, organisational forms or communication strategies from established democracies (Bank & Edel, 2015), drawing from what some experts have termed an ‘antidemocratic toolkit’ (Walker, 2016, p. 51). While the international dimension is clearly important, the transnational circulation of professionals and apparatuses and the contents of the practices being promoted deserve further investigation.

3. Registers of power legitimation

This research area will focus on the registers of legitimation used by the holders of power (underlining for instance the fight against foreign or domestic enemies, the defence of territorial integrity or people’s right to self-determination) (Schatz, 2009). Emphasis will be placed on discursive and ideological outputs and on the mobilisation of symbols and authoritarian pasts. These can be self-legitimating uses (for instance by rehabilitating a ‘father of the Nation’) but also de-legitimating ones (by denouncing all political opponents as heirs of

the old regime). Contributors will offer comparative analyses of the ways in which those in power or with a claim to power use the concepts of nation, motherland, traditional values, denounce the ‘abuses’ of liberal democracy or even call for ‘non-liberal’ forms of democracy. Legitimation discourses and apparatuses should also be checked against their uses in practice. Hybrid attempts at legitimating the authorities in place by simultaneous recourse to democratic practices (elections, limited participatory mechanisms (see Allal, 2016) and authoritarian ideological constructs are found in various areas – North Africa, Turkey, Latin American and Central European countries.

These three research areas are in no way exclusive, and should serve as guidelines. We welcome proposals based on original and theoretically grounded empirical research, whose social science dimension must be explicit (political science, sociology, anthropology...). Proposals will be written in French and English and total 800 words max. They must include mentions of the empirical material used, the temporal and spatial framework of the research and state in which of the three research directions the paper is expected to fit.

Provisional schedule:

- Deadline for submitting proposals: 31 March 2017
- Selection of contributions: 15 May 2017
- Deadline for submitting final papers: 15 October 2017

Proposals must be sent to the conference organisers at the following addresses: pascal.bonnard@univ-st-etienne.fr, dorota.dakowska@univ-lyon2.fr, boris.gobille@ens-lyon.fr

References

- Allal A. (2016), « ‘Penser global, agir dans un bocal : Participation locale, régulation néolibérale et situation autoritaire en Tunisie (2006-2010)’ », *Gouvernement et action publique*, n°2, p. 153-181.
- Anguelova-Lavergne D. (2012), « Think Tanks: Actors in the Transition to Global Politics. A Bulgarian Case Study », in : B. Petric (dir.), *Democracy at Large : NGOs, Political Foundations, Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan, p. 73-96.
- Bank A. & Edel M. (2015), « Authoritarian Regime Learning : Comparative Insights from the Arab Uprisings », *GIGA Working Papers*, 274.
- Bigday M. (2017), *Engagement intellectuel sous régime autoritaire. Les think-tankers biélorusses entre expertise et dissidence*, Paris, Dalloz (à paraître).
- Börzel Tanja A. (2015), « The noble west and the dirty rest? Western democracy promoters and illiberal regional powers », *Democratization*, vol. 22, n°3, p. 519-535.
- Camau M., Massardier G. (2009), « Introduction. Revisiter les régimes politiques », in : M. Camau, G., Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris : Karthala, p. 7-39.
- Dakowska D. (2014), *Le pouvoir des fondations : des acteurs de la politique étrangère allemande*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Diamond L. (2002), « Elections without democracy : Thinking about hybrid regimes », *Journal of Democracy*, 13(2), p. 21–35.

- Dobry M. (2000), « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50(4), p. 585-614.
- Guilhot N., Schmitter Ph. C. (2000), « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, vol. 50, n°4-5, p. 615-632.
- Guilhot N. (2005), *The democracy makers*, New York : Columbia University Press.
- Heydeman S. et Leenders R. (2011), « Authoritarian Learning and Authoritarian Resilience : Regime Responses to the ‘Arab Awakening’ », *Globalizations*, 8 (5), p. 647-653.
- Linz J. J. (2000), *Totalitarian and authoritarian regimes* (with a major new introduction). Boulder, CO : Lynne Rienner.
- O’Beachàin D. et A. Polese (dir.) (2010), *The Colour Revolutions in the Former Soviet Republics : Success and Failures*, Abingdon & New York : Routledge.
- Obydenkova A. et Libman A. (2015) (dir.), *Autocratic and Democratic External Influences in Post-Soviet Eurasia*, Farnham : Ashgate.
- Özbudun E. (2011), « Authoritarian Regimes », in : B. Badie, D. Berg-Schlosser et L. Morlino, *International Encyclopedia of Political Science*, Los Angeles : SAGE.
- Özbudun E. (2015), « Turkey’s Judiciary and the Drift Toward Competitive Authoritarianism », *The International Spectator*, 50(2), p. 42-55.
- Petric B. (dir.) (2012), *Democracy at Large : NGOs, Political Foundations, Think Tanks and International Organizations*, Basingstoke, Hampshire : Palgrave Macmillan.
- Pospieszna P. (2014), *Democracy Assistance from the Third Wave: Polish Engagement in Belarus and Ukraine*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- Schatz E. (2009), « The Soft Authoritarian Tool Kit: Agenda-Setting Power in Kazakhstan and Kyrgyzstan », *Comparative Politics*, 41(2), p. 203-222.
- Schedler A. (2002), « Elections without democracy: The manu of manipulation », *Journal of Democracy*, 13(2), p. 36-50.
- Schedler A. (2006), *Electoral authoritarianism: The dynamics of unfree competition*, Boulder, CO : Lynne Rienner.
- Schedler A. (2013), *The politics of uncertainty : sustaining and subverting electoral authoritarianism*, Oxford : Oxford University Press.
- Vanderhill R. (2014), « Promoting Democracy and Promoting Authoritarianism : Comparing the Cases of Belarus and Slovakia », *Europe-Asia Studies*, 66(2), p. 255-283.
- Vanderhill R. (2013), *Promoting authoritarianism abroad*, Boulder, CO : Lynne Rienner.
- Walker C. (2016), « The Hijacking of “Soft Power” », *Journal of Democracy*, vol. 27, n°1, p. 49-63.
- Wedel J. (2001), *Collision and Collusion : The Strange Case of Western Aid to Eastern Europe*, 2^e édition, New York, N.Y. : Palgrave.
- Whitehead L. (dir.) (1996), *The International Dimension of Democratization. Europe and the Americas*, Oxford, Oxford University Press.